

Consultation sur le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation



Les gaz renouvelables, leviers de l'atteinte de la neutralité carbone et du développement de nos territoires

À l'heure de l'urgence écologique et d'un retour à une souveraineté énergétique, les gaz renouvelables et bas-carbone s'affirment comme des ressources d'avenir pleinement connectés aux défis de transition énergétique et au développement économique de notre territoire. En alliant maîtrise de GES, économie circulaire, production d'énergies renouvelables locales, mobilité propre, décarbonation de l'industrie et des logements, ces gaz et leurs infrastructures servent la cause écologique tout en développant la compétitivité de nos entreprises, la réindustrialisation du territoire, la souveraineté énergétique et en préservant le pouvoir d'achat des ménages.

Les gaz renouvelables sont un levier de réindustrialisation et de développement économique pour notre territoire. La filière méthanisation connaît un essor important à l'échelle nationale. Fin 2021, 1200 installations en projet étaient inscrites dans le registre des capacités de biométhane, pour une production totale de 26 TWh. 365 sites injectent au sein du réseau gazier français (+151 sites par rapport à fin 2020) près de 4,3 TWh (contre 2,2 TWh en 2020). La filière présente ainsi une dynamique supérieure à la trajectoire envisagée dans la PPE 2019-2023. Son potentiel technique pourrait atteindre 140 TWh en 2050, comme estimé par l'Ademe dans une étude publiée en 2018.

Dans une région agricole telle que la Nouvelle-Aquitaine, la méthanisation permet de valoriser énergétiquement les matières organiques (agricoles, ménagers, industriels, agroalimentaires etc.) en biogaz 100% renouvelable. Au sein du territoire, les projets et les raccordements se multiplient. Teréga a ainsi signé 5 contrats de raccordement d'unités de

biométhane sur son réseau de transport aquitain (2 sont en fonctionnement à fin 2021, les 3 autres entreront en production en 2022). À ce jour, 30 autres sites sont en production et injectent sur les réseaux de distribution sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. La dynamique de développement se fait à un rythme élevé, près de 90 projets supplémentaires pourraient voir le jour d'ici à 2028 sur ce même territoire, quel que soit le réseau de raccordement ([ODRE](#), Gestionnaires de réseaux).

En parallèle de la méthanisation, d'autres filières se développent telles que le vecteur hydrogène dont le potentiel peut aller jusqu'à 220 TWh par an en 2050 selon l'étude McKinsey-France Hydrogène, en incluant la méthanation, qui permet de valoriser le CO2 en méthane de synthèse par apport d'hydrogène renouvelable. En valorisant les biomasses sèches (sous-produits agricoles secs, boues séchées, résidus de la filière bois), la pyrogazéification représente elle aussi un formidable levier d'économie circulaire. La filière en forte émergence, dispose d'un potentiel pouvant atteindre entre 80 et 180 TWh en 2050. Teréga se réjouit du rôle donné à la filière par la Région dans son scénario «100% gaz vert» lequel prévoit d'ici à 2050 le développement de 830 unités de production de gaz maillant le territoire dont 730 unités de méthanisation injectant dans le réseau, 67 unités de pyrogazéification et 35 unités de *power-to-gas*, principalement à partir de 2045. Près de 43,9 TWh PCS par an de gaz vert pourraient ainsi être mobilisables à horizon 2050. Un potentiel qui dépasse très largement les besoins de la Région estimés à 25 TWh. La Région pourrait ainsi exporter jusqu'à 17 TWh faisant des gaz renouvelables un levier de compétitivité et d'internationalisation.

⇒ Compte tenu du potentiel technique disponible des gaz renouvelables, Teréga encourage la Région à aller au-delà de ses objectifs, à renforcer son soutien vis-à-vis de la pyrogazéification et à aider la gazéification hydrothermale à se développer. En effet, en ajoutant les possibilités de l'ensemble des gaz vert, les estimations de Teréga et des autres opérateurs de réseaux de transport et de distribution de gaz en France identifient dans « Perspectives Gaz 2020 » un potentiel de production pouvant atteindre plus de 320 TWh.



Les gaz renouvelables : de nombreuses externalités engendrées pour le développement économique du territoire et la lutte contre le dérèglement climatique

La PPE actuelle conditionne le soutien au développement des gaz renouvelables en 2030 à des efforts de baisse de coûts de production. À ce titre, la filière poursuit son engagement pour diminuer ces coûts en développant notamment de nouveaux modèles économiques, à l'instar du modèle de location lancé par la société DualMéthà qui permet aux porteurs de projet de réduire la part d'investissement nécessaire pour l'acquisition de l'unité de méthanisation, mais aussi pour son entretien et sa maintenance à la charge de la société propriétaire. Le [rapport](#) de la mission d'information sénatoriale : « Méthanisation : au-delà des controverses, quelles perspectives ? » publié en septembre 2021 souligne la nécessité d'aborder les coûts de production et de soutien au regard des nombreuses externalités positives engendrées par la filière telles que la valorisation de déchets et leur contribution au dynamisme économique des territoires.

Les gaz renouvelables présentent de multiples potentiels d'usages. Le biogaz produit peut être valorisé en électricité et en chaleur - par cogénération - en biométhane - injecté dans le réseau gazier naturel - ou employé comme solution de décarbonation du bâtiment ou de l'industrie (sidérurgie, cimenterie, chimie etc.) où l'électrification est trop complexe. En complément, l'utilisation des technologies de capture de CO₂ est essentielle pour contribuer à décarboner les secteurs industriels. À ce titre, Teréga s'est associé au programme Pycasso lancé par le Pôle de compétitivité Avenia qui fédère les acteurs territoriaux - collectivités territoriales, industriels émetteurs de CO₂, transporteurs, opérateurs de valorisation et de stockage du CO₂ et organismes de recherche - dans une grande coalition, pour adapter les procédés de captage aux émissions locales. Le programme vise à créer un écosystème de décarbonation via des solutions de valorisation des émissions industrielles, des capacités de stockage de CO₂ dans des champs gaziers déplétés du piémont pyrénéen et la création d'un réseau de transport. L'ensemble du programme permettra de réduire les émissions de CO₂ des industriels des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie et celles du nord-ouest de l'Espagne et d'attirer de nouvelles activités à fort impact socio-économique sur le territoire.

⇒ **Les pôles de compétitivité sont des leviers clés de concertation et d'innovation au service de la transition énergétique. C'est pourquoi, Teréga appelle à confirmer et amplifier si besoin le soutien de la Région vis-à-vis de ces pôles en particulier comme enjeu du développement de la filière de captage, de transport et de stockage du CO₂, des énergies renouvelables et des smart grids.**



Lorsqu'il est utilisé pour la mobilité, le gaz naturel véhicule (GNV et BioGNV) permet de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre (GES), améliorer la qualité de l'air avec des concentrations de particules fines quasiment nulles et des émissions d'oxydes d'azote (NOx) réduites de moitié par rapport à un véhicule diesel de même génération. Selon une [étude](#) publiée en 2019, par l'IFP-Énergie nouvelles, qui a analysé l'empreinte carbone en se fondant sur le cycle de vie complet du véhicule¹, les émissions des véhicules BioGNV sont équivalentes voire inférieures à celles des véhicules électriques. Ces véhicules sont classés Crit'air 1.

Afin de soutenir cette mobilité, Teréga s'est associé à la Société d'Économie Mixte locale EnR 64 pour créer la société STIRVIA dont la mission sera de développer un réseau de stations publiques GNV/BioGNV dans les Pyrénées-Atlantiques avec la possibilité de les faire évoluer en stations multi-énergies. Un premier projet est en cours de concrétisation sur Pau et d'autres zones du département sont à l'étude pour l'implantation de stations. Bien que destinées en premier lieu aux professionnels du transport routier, en proposant une alternative au diesel, les futures stations seront ouvertes au public et seront en capacité d'avitaillement à terme tout type de véhicules.

Teréga se réjouit du soutien de la Région à la mobilité biogaz pour le transport de marchandises et de voyageurs initié dans le précédent SRDEII, de la mise en place d'infrastructures régionales d'avitaillement en BioGNV et l'accompagnement depuis 2017 des expérimentations hydrogène et carburants de 2ème et 3ème générations destinées à la mobilité propre routière et/ou maritime, renforcé notamment avec le lancement en 2020 de dispositifs de soutien dédiés, l'un portant sur l'appel à projets « Hub de mobilité hydrogène routier et maritime », et l'autre sur l'appel à projets « Technologies et vecteurs énergétiques innovants » en relation avec la feuille de route hydrogène de la Région.

⇒ Compte tenu de l'intérêt de cette mobilité, Teréga soutient la poursuite de la politique régionale engagée dans le BIOGNV via la reconduction dans le temps du système (Appel à manifestation d'intérêt régional) d'aides à l'achat de véhicules BioGNV et aux investissements dans les stations. Le système actuel fonctionne et est pris en exemple par d'autres régions.

⇒ L'entreprise soutient également le rehaussement des incitations lors des appels d'offres pour l'utilisation et l'achat de flottes BioGNV des collectivités locales (ramassage des ordures, déchetteries, autocars, navettes).

¹ i.e. intégrant les émissions de la construction du véhicule à son recyclage/destruction, mais aussi celles émises lors de la production de son carburant

- ⇒ **Teréga souligne également le sujet du foncier pour les emprises de stations d'avitaillement (mais également de productions ENR) à intégrer dans la politique d'aménagement des territoires et de soutien.**
- ⇒ **En outre Teréga plaide pour une plus grande coopération dans leur déploiement.**
- ⇒ **À ce titre, Teréga soutient le déploiement de stations multi énergies BioGNV, hydrogène et électrique.**

Le biogaz concourt aussi directement à la création d'emplois locaux (3 à 4 emplois locaux non délocalisables sont en moyenne créés par installation de méthanisation) et à une agriculture génératrice, inspirée de la paysannerie traditionnelle, pour la protection des écosystèmes sur le long terme. Le digestat, issu de la méthanisation peut en effet être épandu sur les terres agricoles, comme substitut aux engrais chimiques, limitant ainsi le risque de pollution et favorisant la résilience des exploitations.

Dans le cadre du GT Biométhane, sous instance du Comité Stratégique de Filière, la démonstration a été établie que la méthanisation concourt à valoriser du méthane aujourd'hui émis à l'atmosphère en une énergie renouvelable qui vient se substituer au gaz naturel d'origine fossile. Une méthodologie visant à valoriser ces tonnes équivalentes CO2 en crédits carbone est actuellement en cours de validation auprès du Ministère de la Transition Écologique. Ce potentiel de crédits carbone inhérent à un certain type d'unités de méthanisation viendrait soutenir le développement de la filière et donnerait accès à un potentiel de compensation locale pour des entreprises du territoire à l'instar de Teréga. La méthanisation, de par les quantités de crédits qu'elle est susceptible de générer, constitue une brique précieuse dans l'atteinte de l'objectif de décarbonation.

L'ensemble des gains environnementaux et économiques et des coûts évités est estimé entre 40 et 70 euros par MWh selon le [rapport](#) du Comité prospective de la CRE publié en 2019 sur « le verdissement du gaz ».

- ⇒ **Au regard des nombreuses externalités engendrées par le déploiement des gaz renouvelables, Teréga plaide pour une prise en compte des coûts évités et des gains environnementaux et économiques des gaz renouvelables. En outre, Teréga soutient une plus grande reconnaissance de leur rôle notamment dans la décarbonation de l'industrie et de l'agriculture, via un soutien au développement des labels bas-carbone et suggère d'engager une animation sur ce thème avec des outils collaboratifs au service des acteurs de ce nouvel enjeu économique pour la filière agricole.**



Les infrastructures de gaz, leviers d'un déploiement des nouveaux gaz à moindre coûts pour le consommateur final

Des infrastructures de transport stratégiques pour l'approvisionnement français et européen

Le territoire aquitain dispose d'un réseau d'infrastructures gazières éprouvé, maillant le territoire et capable de transporter et de stocker d'importantes quantités d'énergie, le tout à des coûts limités pour le consommateur final. Ce réseau est pleinement intégré au système gazier européen. Les deux interconnexions de Teréga avec l'Espagne (Biriadou et Larrau) font du territoire un carrefour des approvisionnements en gaz depuis le sud de l'Europe. En période de pointe, le réseau de gaz peut livrer entre 1,3 et 1,5 fois la puissance de tout le réseau électrique. Profondément ancrées au sein du territoire, ces infrastructures favorisent la création d'écosystèmes énergétiques locaux et sont pourvoyeuses d'emplois et de compétences.

Les mécanismes mis en place en France ces dernières années ont rendu notre système gazier très résilient : la création de la « *Trading Region France* » en novembre 2018 a permis de renforcer l'attractivité et la compétitivité du marché français, désormais plus interconnecté avec les principales places européennes. Le coût de transport de gaz est 10 fois moins cher que celui de l'électricité.

Dans la continuité du développement d'écosystèmes territoriaux, les infrastructures auront un rôle clé dans la création d'un marché compétitif de l'hydrogène. Une grande part des infrastructures gazières de transport et stockage existantes pourra être adaptée pour accueillir l'hydrogène, soit en mélange avec le gaz dans des proportions limitées, soit en les convertissant entièrement à l'hydrogène. La filière prévoit un développement de l'hydrogène en différentes phases avec des hubs comme points d'ancrage dans un premier temps. L'enjeu sera de favoriser la création de bassins d'hydrogène multi-usages (décarbonation de l'industrie et de la mobilité) au cœur de zones industrielles et portuaires du territoire. À horizon 2030, une infrastructure de transport et de stockage se développera reliant ces bassins d'hydrogène pour répondre aux besoins d'approvisionnement.

La [consultation nationale](#) menée par GRTgaz et Teréga auprès des acteurs de l'hydrogène renouvelables et bas-carbone a mis en exergue le rôle des infrastructures dans le développement du vecteur. Les acteurs du sud-ouest ont souligné le rôle des infrastructures dans la structuration d'écosystèmes de l'hydrogène. En effet, conscients de l'important potentiel de production d'hydrogène en Nouvelle-Aquitaine, et parallèlement au faible besoin de consommation identifié à court terme, les capacités logistiques qu'offre l'infrastructure de transport et de stockage de gaz apparaissent comme la solution pertinente pour surmonter ce déséquilibre offre/demande et réduire les coûts à terme. L'infrastructure permettra de relier les différents écosystèmes régionaux et de mutualiser leurs sources d'approvisionnement, avant de les relier aux autres bassins français et européens par un maillage plus important. Ainsi, ce maillage possible par l'infrastructure existante offrira aux producteurs un exutoire pertinent et aux consommateurs une sécurité d'approvisionnement, tout en faisant de la Région, une région exportatrice d'hydrogène.

L'[étude](#) « le rôle des infrastructures de transport et de stockage d'hydrogène : un enjeu de compétitivité industrielle », initiée par un groupement d'industriels, dont Teréga, et publiée en novembre 2021 au sein du Comité Stratégique de Filière « Nouveaux Systèmes Énergétiques » souligne le rôle des infrastructures dans la réduction du coût de l'hydrogène livré pour le consommateur en optimisant les coûts d'investissements sur l'ensemble de la chaîne de valeur (production, transport et stockage d'électricité et d'hydrogène). En massifiant les capacités de production, le déploiement des infrastructures d'hydrogène entre les bassins industriels pourrait réduire le coût de l'hydrogène renouvelable et bas-carbone livré de 10% d'ici à 2030 et les coûts des investissements cumulés de 9% en 2030 par rapport à un scénario sans infrastructures.

D'ici à 2040, la connexion des infrastructures françaises au reste de l'Europe réduirait le coût de l'hydrogène de 32 % pour les consommateurs français. Cet atout est important pour l'Europe qui peut bénéficier d'une dorsale européenne de l'hydrogène à travers un réseau de près de 40 000 kilomètres à horizon 2040, dont 69% serait composé de canalisations gazières existantes et de 31% de nouvelles canalisations. C'est l'initiative « *European Hydrogen Backbone* », vision initiée par les transporteurs gaziers de 21 pays. Le coût moyen de construction de cette dorsale est estimé entre 0,11 et 0,21€/Kg pour 1000 km d'hydrogène transporté, faisant de cette dorsale la solution la plus compétitive pour le transport massif d'hydrogène longue distance.

⇒ Les infrastructures de transport et de stockage d'hydrogène peuvent ainsi faciliter le déploiement de la stratégie hydrogène française. Une approche de planification régionale des infrastructures dès aujourd'hui et en débutant par des liaisons locales dans un premier temps, permettrait des gains substantiels de compétitivité industrielle à la maille territoriale dès 2030, laquelle sera encore amplifiée par une approche européenne. De même, cette



mise à disposition d'un hydrogène propre ultra compétitif en volumes importants est un levier de soutien crucial pour la massification des capacités d'électrolyse en France, pivot de la stratégie française.

Les infrastructures de stockage, un atout d'indépendance énergétique à préserver

Face à l'envolée actuelle des prix du gaz et dans le contexte actuel de guerre entre la Russie et l'Ukraine, les sites de stockage souterrain de gaz ont une nouvelle fois démontré leur rôle clé pour assurer la sécurité d'approvisionnement du consommateur final, grâce à des infrastructures présentes sur notre territoire.

Le stockage massif du gaz est technologiquement accessible et déjà fortement développé et exploité. Il permet de garantir un acheminement du gaz sur l'ensemble du réseau et pour tous les consommateurs, même en période de pics de consommation. Les stockages souterrains sont sollicités chaque fois que la demande de gaz augmente, notamment durant les périodes de froid sans vent ou sans soleil, puisque le gaz est utilisé à la fois pour le chauffage, les usages industriels et la production d'électricité.

Aujourd'hui, Teréga dispose de 2 sites de stockage souterrains de gaz en service dans le sud-ouest représentant 24.5% des capacités de stockage nationales. À travers le projet HygéO, Teréga étudie la conversion d'une cavité saline située sur un ancien site de stockage de propane pour le stockage d'hydrogène renouvelable. En partenariat avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), l'entreprise a co-créé le laboratoire SEnGA, Stockage des Énergies Gaz en Aquifère. Le laboratoire a pour ambition de devenir un lieu d'échange privilégié sur le stockage géologique des gaz décarbonés à travers la mutualisation du savoir-faire scientifique de l'UPPA et de l'expertise de Teréga.

Lors d'une pointe de froid hivernale, la demande de gaz augmente très fortement - en France, le pic de consommation peut atteindre jusqu'à 9 fois la consommation estivale. En l'absence de stockage de gaz, l'offre de gaz supplémentaire proviendrait en France en grande partie des flux de gaz acheminés par canalisations depuis les pays producteurs et des flux de gaz naturel liquéfié immédiatement disponibles pour l'Europe. Les taux de remplissage des stockages gaziers en France durant l'hiver 2021-2022 sont très satisfaisants par rapport à ceux de nos homologues européens, grâce à la mise en place de la régulation sur les stockages en 2018. La contrainte réglementaire de début d'hiver permet de s'assurer qu'au 1er novembre, les niveaux de stockage seront compris entre 85% et 100%. La capacité de stockage en France permet de contenir la hausse des prix - les estimations de Teréga montrent que les prix sur les places de marché françaises pourraient être supérieurs entre 10% et 50% à ceux constatés en l'absence de capacité de stockage.

Ainsi, le stockage permet de garantir la présence de gaz à proximité du consommateur en toutes circonstances, y compris en cas de pointe de froid, et d'optimiser le coût de commercialisation du gaz. Il est donc possible d'acheter du gaz en été pour l'injecter en période de faible consommation et le soutirer durant les périodes de pics de demande.

⇒ **Teréga soutient ainsi l'inclusion au sein de la régionalisation de la PPE de schémas de développement de bassins territoriaux de production et de consommation d'hydrogène renouvelable et bas-carbone, en complément et en cohérence avec la planification des infrastructures nécessaires pour le transport d'hydrogène à moyen terme, et ce dès le développement d'écosystèmes territoriaux, qui vont nécessiter des soutiens financiers pour leurs premiers développements.**

⇒ **Face aux développements importants des énergies renouvelables électriques intermittentes et en complément des autres solutions (batteries, hydrauliques, effacement etc.), le rôle des infrastructures de gaz comme garantes de la flexibilité et de la sécurité du système énergétique dans son ensemble sera stratégique.**

⇒ **Teréga soutient le renforcement des coopérations transfrontalières, notamment avec le soutien de l'Eurorégion, avec l'Espagne, via le développement de feuilles de routes de coopération technique, innovantes et prospectives sur l'énergie et la mobilité.**

⇒ **Face à ces évolutions et dans un contexte de dépendance accrue aux facteurs géopolitiques, Teréga souhaite poursuivre le soutien régional des nouvelles solutions de stockages d'hydrogène renouvelable et bas-carbone.**



Le digital en support de l'optimisation des systèmes énergétiques, une innovation au cœur des territoires

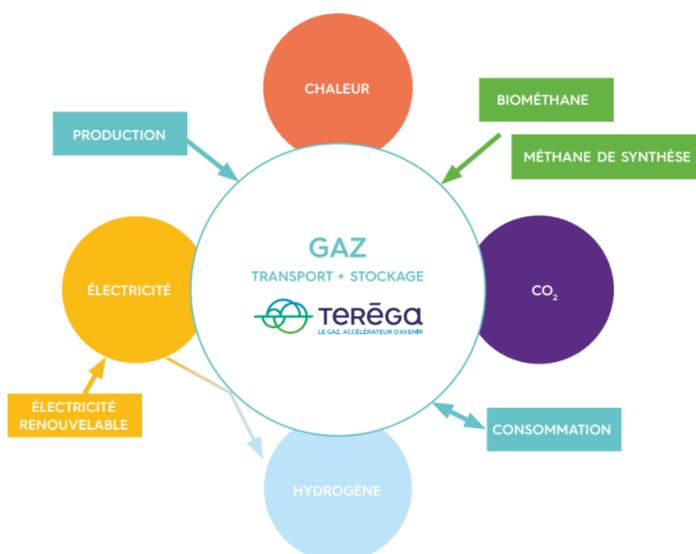
Les réseaux d'énergies de demain seront interconnectés et intégreront différentes sources d'énergies, pour les acheminer vers les utilisateurs selon les besoins. L'intégration sectorielle permettra d'optimiser le fonctionnement du système énergétique dans son ensemble, de réduire l'empreinte environnementale et les coûts pour la collectivité en évitant des

investissements nouveaux. Plus les différents composants de la production seront interconnectés, plus il sera facile de les coordonner pour augmenter la productivité et diminuer la consommation en énergie. Ces réseaux intelligents embarqueront de nouvelles technologies de gestion de données pour optimiser les flux de production et de consommation.

Teréga est pleinement engagé dans cette transition via son programme [Impulse 2025](#). Fruit du partenariat tripartite entre Teréga, le Laboratoire de Thermique, Énergétique et Procédés de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (LaTEP), l'Industrial Process and Energy Systems Engineering (IPESE) de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, le projet IMPULSE 2025 consiste en une nouvelle approche des systèmes énergétiques rendue possible grâce aux technologies industrielles et numériques. À travers IMPULSE 2025, Teréga souhaite valoriser les énergies perdues pour un usage approprié au moment opportun pour le consommateur dans une démarche d'économie circulaire. IMPULSE 2025 offrira ainsi la possibilité de

- partager plusieurs sources d'énergie et les acheminer vers de nouveaux utilisateurs ;
- réduire le gaspillage énergétique en stockant les pertes pour un usage ultérieur ou en les transformant en une énergie plus demandée ou plus efficace pour l'usage.

Le projet permettra à terme de créer des synergies nouvelles et de maximiser les interconnexions pour considérer les différents réseaux énergétiques (gaz, électricité, chaleur) comme un système unifié et connecté. Grâce à l'adaptabilité des infrastructures et l'optimisation des ressources énergétiques existantes, les bénéfices de ce projet seront économiques, énergétiques, grâce à la complémentarité des réseaux et environnementaux, le projet IMPULSE 2025 s'inscrit pleinement dans le cadre du programme environnemental transverse de Teréga : BE Positif. À terme, ce projet vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), favoriser l'intégration d'énergies renouvelables répondant ainsi aux objectifs d'amélioration de l'efficacité énergétique fixés par l'Accord de Paris (2015).



⇒ Teréga soutient ainsi le rôle essentiel de la digitalisation dans l'optimisation des systèmes énergétiques tout en garantissant la sécurité de la donnée industrielle. L'entreprise plaide pour une prise en compte des écosystèmes de décarbonation dans les schémas de réseau de développement des gaz renouvelables et bas-carbone. Teréga propose que ces innovations permettent la poursuite et l'amplification d'un soutien dans le cadre du programme de l'industrie du futur de la Région Nouvelle-Aquitaine.



La Formation, enjeu du développement de la transition énergétique

Le fort développement des énergies renouvelables crée des tensions en matière de recrutement. Les entreprises font face à une pénurie des compétences nécessaires au développement des projets actuels et à venir. Le vivier de profils formés et expérimentés n'augmente pas au même rythme que celui des projets et les entreprises peinent à trouver des techniciens et ingénieurs formés aux nouveaux gaz (méthanisation, pyrogazéification, hydrogène), aux systèmes multi-énergie et au digital. Or l'essor de ces énergies repose sur un savoir-faire et une expertise technique de plus en plus pointue. Dans ce contexte, Teréga, en étroite collaboration avec le Campus d'Enseignement Supérieur et de Formation Professionnelle de Pau (CESI), a créé l'initiative de la « Teréga Cloud Academy » qui entend former des étudiants aux nouveaux métiers du cloud en lien avec l'ingénierie informatique (DevOps, DataOps et DevSecOps) et favoriser la montée en compétence des collaborateurs sur le numérique dont la gestion de données. Teréga est par ailleurs mécène de l'initiative Biogaz, lancé par le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports en partenariat avec l'Association Française pour le Développement de l'Enseignement Technique. Le projet pédagogique vise à sensibiliser de façon ludique les jeunes de la 6ème au BTS aux énergies renouvelables et plus spécifiquement aux procédés et technologies mis en œuvre dans la filière biogaz. Teréga s'engage à créer des ressources sur les énergies vertes (production, transport, distribution, nouveaux usages et innovations) :



scénarios pédagogiques, animations numériques, serious game. Ouverte aux enseignants et au personnel de l'Éducation nationale, la plateforme pédagogique Étincel rendra accessible l'ensemble des ressources pédagogiques réalisées.

⇒ Ainsi, face à la montée en puissance et l'accélération des métiers de la transition énergétique et du numérique, Teréga appelle à un effort majeur de formation, concerté et coordonné concernant la formation continue et professionnelle dont la Région est un acteur majeur pour permettre à l'ensemble des acteurs d'intégrer les nouveaux enjeux liés au développement des nouveaux gaz (mécanique, technologies du numérique, sécurité industrielle etc.). En outre Teréga plaide pour une plus grande coopération transfrontalière dans les formations universitaires françaises et espagnoles en lien avec la transition énergétique.

À propos de Teréga

Implanté dans le Grand Sud-Ouest, carrefour des grands flux gaziers européens, Teréga déploie depuis plus de 75 ans un savoir-faire d'exception dans le développement d'infrastructures de transport et de stockage de gaz et conçoit aujourd'hui des solutions innovantes pour relever les grands défis énergétiques en France et en Europe. Véritable accélérateur de la transition énergétique, Teréga dispose de plus de 5000 km de canalisations et de deux stockages souterrains représentant respectivement 15.6% du réseau de transport de gaz français et 24.5% des capacités de stockage nationales. L'entreprise a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 460 M€ et compte environ 660 collaborateurs.